

## Allocution de Maurice Tornay Président du Conseil d'Etat

### Vœux de Nouvel An du Conseil d'Etat aux Hautes Autorités civiles et religieuses

Lundi 6 janvier 2014

---

*On ne diminue pas le bonheur en le partageant*

Madame la présidente du Grand-Conseil,  
Monsieur le président du Tribunal cantonal,  
Monsieur le procureur général,  
Excellences,  
Eminence, Cardinal Henri Schwery,  
Monseigneur Norbert Brunner,  
Monsieur le prévôt du Grand-St-Bernard [J.-M. Lovey],  
Monseigneur l'abbé de St-Maurice [Joseph Roduit],  
Monsieur le président du Conseil synodal de l'Eglise réformée [Beat Abbeglen],  
Madame et Messieurs les conseillers d'Etat,  
Messieurs les anciens magistrats,  
Madame la préfète et Monsieur le sous-préfet du district de Sion,  
Messieurs les présidents de la municipalité et de la bourgeoisie de Sion,  
Messieurs les représentants des corps diplomatique et consulaire,  
Messieurs les curés des paroisses de Sion et de Bramois,  
Mesdames et Messieurs les invités et représentants de la presse,  
Mesdames et Messieurs,

Au nom du Gouvernement valaisan et en mon nom personnel, j'aimerais vous souhaiter la plus cordiale des bienvenues à l'occasion de cette traditionnelle réception des vœux du Conseil d'Etat.

Si le bonheur est une chose légère et fragile, le partager c'est apporter la lumière de l'amitié, cette amitié qui nous permet de vivre ensemble, de nous rencontrer avec plaisir.

Dans le célèbre film *Invictus*, qui retrace une partie de la vie de Nelson Mandela, il s'exprime comme suit : « *Je suis le maître de mon destin, le capitaine de mon âme* ».

Comme président du Gouvernement, conseiller d'Etat, et responsable politique, j'aimerais que nous gardions tous en mémoire cette très belle citation, comme un phare qui nous éclaire et qui nous conduit à bon port.

En 1989, le mur de Berlin, symbole d'une Europe déchirée, coupée en deux, s'effondrait sous la poussée des libertés étouffées pendant des décennies. Et aussi parce que les systèmes politiques qui l'avaient construit ont implosé simplement parce qu'ils avaient oublié de placer au centre de leurs intérêts et de leurs préoccupations, la dignité humaine et la liberté.

En 1992, le peuple suisse refusait l'Accord sur l'espace économique européen pour des motifs très divers, mais probablement, et c'est ce que je crois aujourd'hui, parce que la communauté européenne de l'époque devenue union, ne tenait pas assez compte des particularités et des spécificités de chacun des pays qui la composaient.

En ce début 2014, le constat est assez clair. Certes l'Europe vit en paix, même si à l'Est des tensions civiles s'expriment, en Ukraine notamment, par des pôles d'attraction contradictoires ; mais la situation économique et financière de nombreux pays est difficile. On doit toutefois faire le constat que les relations bilatérales entre la Suisse et l'Union européenne, qui pendant des années se sont déroulées dans une certaine forme de calme et discipline, prennent aujourd'hui une tournure différente, plus dure, moins cordiale plus appuyée sur les divergences.

Si les relations sont tendues à l'externe, on constate, à l'interne également, que les relations se durcissent. Au gouvernement on sent très bien cette volonté centralisatrice grandir, dans le trend des pays qui nous entourent. Une centralisation qui ne correspond pas à notre ordre constitutionnel, à notre histoire, et je dirais en un mot à la mentalité suisse, car nous sommes génétiquement des fédéralistes, notre ADN est fédéraliste et ceci à tous les niveaux de notre pays.

Nous avons besoin, et c'est un des vœux que j'émetts aujourd'hui, d'une véritable réconciliation entre les autorités, d'une véritable concertation éclairée entre toutes les autorités civiles, religieuses ou militaires, qu'il s'agisse du législatif, de l'exécutif et du judiciaire, qu'il s'agisse des niveaux - fédéral, cantonal et communal.

Il est important que nous ayons le courage de remettre l'ouvrage sur le métier pour nous entretenir de sujets qui nous préoccupent. Nous ne devons absolument pas nous laisser emporter par ceux qui envient et veulent le pouvoir sans en assumer la responsabilité. On ne diminue pas les difficultés en les ignorant, mais en les affrontant.

La politique n'est pas simplement l'art du possible, donc de la spéculation, du calcul, de l'intrigue, des accords secrets. Elle est plutôt l'art de l'impossible, c'est-à-dire l'art de rendre meilleur le monde. Cela commence par moi, cela commence par nous, ici en valais au coeur de la Suisse, à l'aube du 200<sup>ème</sup>. Et pour débiter, pour commencer, nous devons nous parler, nous rencontrer régulièrement, échanger, discuter et parfois aussi se contredire pour trouver la solution la plus favorable à la population de notre canton.

La confiance, facteur de paix se construit et s'entretient par des discussions sur la portée de nos exigences, sur les priorités de nos actions. La paix ne vient pas de l'absence de confrontation, mais souvent du courage d'avoir su dire les choses.

L'exercice du pouvoir est un art difficile, j'en conviens encore plus facilement ces temps-ci. Le politicien doit réunir dans l'exercice de son art, un peu du funambule, du toréador, de l'escrimeur, du pêcheur à la ligne, de l'acteur, du boxeur et du diplomate. Mais de toutes les activités humaines, encore que la plus enviée, la politique est sans doute la plus difficile et la plus décevante, car elle est sans achèvement, elle ne permet à l'esprit aucun repos... Mais en acceptant des responsabilités, des charges publiques, nous devons donner la preuve que nous étions faits pour les occuper. Je m'y emploierai avec mes collègues du gouvernement en 2014 également.

Nous avons déjà des rendez-vous qui nous sont fixés :

Au plan fédéral avec trois objets soumis à la votation populaire le 9 février 2014.

Au plan cantonal, outre une votation populaire relative au référendum sur la loi sur les soins de longue durée et une CEP au moins, votre Gouvernement s'engagera, entre-autre :

- pour que les conditions étatiques d'une expression de la responsabilité individuelle, civique, sociale permettent à chacun de faire face aux défis quotidiens ;
- pour que nos PME et nos grandes industries puissent procurer de l'emploi, grâce à des conditions cadres souples, adaptées, dictées par le gouvernement ou le parlement peut-être en urgence;
- pour que l'EPFL puisse être accueillie selon le calendrier convenu entre toutes les parties ;
- que nous conservions toutes et tous la lucidité suffisante pour les décisions importantes que nous aurons à prendre, au service d'une économie publique toujours plus diversifiée, au service de finances équilibrées et d'institutions renouvelées.

Il faudra serrer les dents, mais aussi serrer les rangs.

Que dieu protège et bénisse notre pays et ses habitants et que le Vatican désigne un successeur à Mgr. Brunner.

Chers Invités,

Je vous souhaite une bonne et Sainte année 2014, à vous et à vos familles, et réitère les vœux du gouvernement et mes vœux de santé, physique et morale, et de succès dans tout ce que vous allez entreprendre, sachant qu'on ne diminue pas le bonheur en le partageant.